

L'info du jour

Maires ruraux : « Imaginez »

Réunis à **La Verdière**, les maires ruraux du Var ont exprimé leurs inquiétudes et leurs revendications, aux représentants de l'État, des corps constitués et de la majorité gouvernementale

Que ce soit par maladresse ou par volonté politique, toutes les décisions prises par le législateur depuis plus de dix ans maintenant affaiblissent notre capacité d'administrer librement nos collectivités... L'affable président de l'association des maires ruraux du Var (à laquelle adhèrent 109 des 153 communes varoises), le maire de Néoules André Guiol, se faisait ce week-end à La Verdière le porteur d'un message peu enjoué. « *Donnez-moi une seule mesure qui préserve ou renforce l'existence même de nos communes ?* »

À la faveur de leur assemblée générale, les élus ruraux du département ont ainsi pointé tour à tour les nombreux objets de leurs inquiétudes, quand ce n'est pas de leur mécontentement.

Dans les fauteuils – pas toujours très confortables – des auditeurs attentifs, et parfois un peu « *secoués* », prenaient place les représentants de l'État, des corps constitués et de la majorité gouvernementale.

Dans cet exercice du dialogue, le préfet Jean-Luc Videlaïne et les députés Philippe Michel-Kleisbauer, Fabien Matras, ou encore François Volpi, attaché parlementaire représentant Valérie Gomez-Bassac, ne se sont pas défilés. Ils ont fait œuvre de tempérance et de pédagogie sur les réformes en cours. Même si ce n'est pas toujours simple...

La compétence eau et assainissement

Alors que la compétence « Eau et assainissement » doit être transférée aux intercommunalités d'ici un peu plus de deux mois, ce dos-

sier technique et flou devient mois après mois une véritable caricature. Les élus locaux peinent à y voir clair... Et les parlementaires aussi.

« *Avant, on avançait dans la mauvaise direction, maintenant on recule dans la bonne* » ironise ainsi André Guiol, qui semble apercevoir tout de même l'espoir d'une sortie de crise.

Parmi les options possibles, le député Fabien Matras souhaite « *lier la compétence eau et assainissement à celle de l'urbanisme. Ainsi, les communes qui souhaitent continuer de l'exercer pourront le faire. Je déposerai un amendement en ce sens dans le projet de loi...* »

Le président des maires du Var Jean-Pierre Vêran mettait de son côté en garde contre « *une éventuelle hausse du prix de l'eau* ». Un bruissement dans l'assistance semblait lui répondre que cette inquiétude n'était toutefois à cette heure pas totalement partagée...

Le statut de l'élu

Reclamée de longue date, la création d'un véritable statut de l'élu n'est toujours pas à l'ordre du jour. Si un projet de loi « *Engagement et proximité* » propose quelques avancées en la matière, le sénateur Pierre-Yves Collombat, seul représentant de la Chambre Haute sur place, évoquait de son point de vue un rendez-vous raté. « *Il y a six mois, on annonçait que cette loi serait une réponse au désarroi des maires. Au final, on retiendra que le plus important dans ce projet de loi, c'est ce qui n'y figure pas...* » Et de citer trois exemples majeurs : « *Le statut de l'élu municipal, la hausse des capacités financières des collectivités, et la restauration d'une véritable intercom-*

munalité volontaire de projet ».

La désertification médicale

Faisant consensus, le sujet de la désertification médicale « *ne touche pas que les petits villages éloignés. Même nous, à Brignoles, sommes concernés* », observait Didier Brémont.

La modification du *numerus clausus* « *est une bonne réponse au problème* », estime Fabien Matras, « *mais avec les délais de formation, elle n'aura d'impact que dans dix ans... Voilà dix ans que cela aurait dû être fait* ».

Le directeur national de l'association des maires ruraux relevait aussi « *des initiatives de télémédecine tentées çà et là en France, mais qui se heurtent souvent au refus des ARS* ». L'agenda rural (lire plus loin) propose aussi quelques solutions.

Reconquête agricole

Vice-président de la chambre d'agriculture, Yves Julien invitait les maires à s'approprier le plan de reconquête agricole tout récemment conclu. Celui-ci « *prévoit de reconquérir 10 000 hectares de surfaces agricoles, soit environ 8 % de la surface perdue ces 60 dernières années* ».

Sur ce même registre, Pierre Arnould, président de l'association « Sauvegarde et protection de la nature », rappelait les objectifs de la loi Egalim : « *Pour respecter la loi, vos cantines devront proposer 20 % de produits bio ou labellisés HVE au 1er janvier 2020, et 50 % au 1er janvier 2050 : il va falloir assurer et développer la production, car au-*



Le préfet du Var Jean-Luc Videlaïne, le président des maires ruraux du Var André Guiol et le maire de La Verdière Hervé Chardard, lors de cette assemblée permettant de prendre chaque année le pouls des territoires ruraux du département.

jour d'hui l'offre locale ne permet pas de tout de répondre à cette demande à venir. C'est également un gisement d'emplois non négligeable ».

Agenda rural

Ce document fort de 200 propositions a été élaboré par l'association française des maires ruraux et trois autres structures représentatives de la ruralité.

« *On voit que les politiques nationales favorisent le plus souvent les grandes villes, les métropoles... Il nous est apparu nécessaire de "ruraliser les esprits"* », résume Cédric Szabo, directeur de l'association des maires ruraux de France. « *Donc nous avons créé cet outil, que nous allons imposer dans nos territoires comme au législateur. La réforme "Engagement et proximité" reprend déjà intégralement ou partiellement une cinquantaine de ces propositions, nous serons vigilants quant aux engagements de l'État* ». Un exemplaire de cet

agenda rural était d'ailleurs remis en main propre au préfet du Var.

Dotations d'État

DETR, DSIL, TDIL⁽¹⁾... Derrière ces acronymes barbares, il y a aussi le quotidien des élus locaux, et des services municipaux, qui se complexifient sans cesse...

Le vice-président des maires ruraux du Var, édile de La Roquebrussanne, Michel Gros, se fendait d'un courtis mais ferme laïus stigmatisant « *les mécanismes parfois complètement illisibles, et dans certains cas même préjudiciables* » de ces dotations d'État.

Le préfet, sans rentrer dans des explications trop techniques, invitait les élus intéressés à rencontrer les membres de la commission DETR à la faveur de leur prochaine réunion, le 23 novembre à Toulon.

« *Le vrai problème* », pointait Pierre-Yves Collombat « *est que les montants sont toujours plus, mais chacun sait, et vous en particulier, l'état des finances françaises...* » Plusieurs voix s'élevaient pour souligner que les subventions accordées aux collectivités par les conseils départemental et régional, représentés hier par Louis Reynier et Christian Simon, sont soumises à beaucoup moins de contraintes.

Plusieurs voix s'élevaient pour souligner que les subventions accordées aux collectivités par les conseils départemental et régional, représentés hier par Louis Reynier et Christian Simon, sont soumises à beaucoup moins de contraintes.

Plusieurs voix s'élevaient pour souligner que les subventions accordées aux collectivités par les conseils départemental et régional, représentés hier par Louis Reynier et Christian Simon, sont soumises à beaucoup moins de contraintes.

1. Dans l'ordre : Dotation d'équipement des territoires ruraux, Dotation de soutien à l'investissement local, Travaux divers d'intérêt local.



Les maires varois se sont déplacés en nombre. Tout comme les représentants de l'État, des corps constitués, d'entreprises ou d'associations, ainsi que plusieurs parlementaires toujours très attendus.

